

DELIBERATION Conseil Municipal

Séance du 04/12/2025

NOMBRE DE MEMBRES
En exercice : 19
Présents : 12
Nombre de suffrages : 16

Date de la convocation
28/11/2025

Délibération 59-2025

Objet Abrogation
délibération 40/2025 Tarif
temps méridien

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre décembre l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Daniel BELLEGARDE

Etaient présents :

Daniel BELLEGARDE, Dominique ANCEY, Yves CAIRON Gilbert CHAZAL, Daniel LECUYER, Marc MUSCAT, Jean-Marie POUWELS, Dominique MAIRE, Brigitte NEF, Marie VITALI, Valérie RUBEAUX, Lydia ZIADE

Procuration(s) :

Patrice RUBEAUX donne pouvoir à Dominique ANCEY, Pascale VERHNES donne pouvoir à Marc MUSCAT, Annick GAT donne pouvoir à Daniel BELLEGARDE, Natacha BENALI donne pouvoir à Brigitte NEF

Etai(ent) absent(s) :

Lydie AMEVET, Patrick POUDVIGNE, Sandrine GAS,

A été nommé(e) comme **secrétaire de séance** : M. Marc MUSCAT

Par délibération en date du, le Conseil municipal s'était prononcé pour la mise en lace d'un tarif temps animation lors du temps méridien. Cela n'avait entraîné aucune conséquence sur le tarif total du temps méridien.

Il apparaît que cette distinction n'est pas adaptée au fonctionnement de la collectivité. Aussi, Monsieur le Maire propose d'abroger cette délibération et de revenir à un tarif unique qui correspond au tarif de restauration scolaire soit 3.80 euros par enfant/par repas.

Après ouï Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide:

- **DECIDE d'abroger la délibération 40/2025**
- **DECIDE** de revenir au tarif cantine, repas de restauration scolaire appliqué antérieurement
- **DECLARE** que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
Marc MUSCAT



Le Maire

Certifie exécutoire la présente délibération Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, ou d'un recours gracieux devant la commune conformément aux modalités contentieuses en vigueur à la date de l'acte

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Le Maire,

Daniel BELLEGARDE

